

Affaire du tunnel de Tende: la route d'accès menacée

L'expert mandaté par le procureur de Nice confirme les risques liés au mur haut de onze mètres, édifié le long de la RD 6204. Ce matin, réunion franco-italienne consacrée au chantier à l'arrêt

Il y a un danger grave et imminent en cas de fortes intempéries. » Quoi qu'il lui en coûte, Jean-Pierre Vassallo ne s'en cache plus. Oui, la route qui relie France et Italie via le tunnel de Tende est désormais menacée de fermeture provisoire. Les instances étatiques ont confirmé au maire de Tende ce que chacun pouvait craindre, au vu du piteux état du mur érigé sur le flanc de la RD6204⁽¹⁾.

Quatre-vingts mètres de long, près de onze mètres de haut et des fissures béantes, mal camouflées. Ainsi se présente le mur édifié à un jet de pierre du tunnel de Tende, en aval, dans la Roya. Attendu depuis plusieurs décennies, le chantier du doublement du tunnel est à l'arrêt depuis le 24 mai dernier, après un vaste coup de filet de la justice italienne.

Les dix-sept personnes mises en cause sont toutes transalpines. Mais l'enquête s'est prolongée en France. Et, de ce côté-ci des Alpes, ce mur mal fagoté symbolise les dégâts collatéraux de cette affaire navrante, partie d'un vol de métaux à grande échelle.

« Un coup terrible »

Deux cents tonnes de métal auraient disparu de ce chantier XXL, financé à 42 % par la France mais piloté par l'Italie. Ces métaux auraient fait le bonheur de ferrailleurs italiens, au lieu d'équiper la galerie du second tunnel en cours de percement – l'ancien, voisin, ne répondait plus aux normes de sécurité. Entrepreneurs, chefs de chantier, ouvriers : les suspects sont mis en cause pour vol aggravé, tromperie sur la qualité de biens publics et détention illégale d'explosifs. Explosive, l'affaire l'est aussi. Parce qu'elle éclabousse un géant du BTP italien, Fincosit, et l'Agence natio-



Au col de Tende, le mur édifié en aval du chantier (à gauche sur cette photo) inquiète autorités et experts.

(Photo Frantz Bouton)

nale des routes italiennes (Anas). Parce qu'elle relègue au chômage technique plus de 80 ouvriers – le procureur de Cuneo a placé le chantier sous scellés pour cinq mois. Et parce qu'elle sème le doute sur la viabilité même des travaux réalisés.

Cible principale: le fameux mur de la RD6204. « La sous-préfète m'a appelé. Il serait envisagé de fermer la route, confie Jean-Pierre Vassallo. Je leur ai dit que ce serait une catastrophe totale. Une paralysie des deux côtés, et un coup terrible à la veille de la saison estivale! Cela affecterait l'économie de la vallée et, au-delà, les 3600 à 15 000 véhicules qui passent ici tous les jours. » Son homologue de Limone, Angelo

Fruttero, a de son côté déclaré à *La Stampa* que « le mur ne risque pas de s'écrouler. La France nous a rassurés là-dessus ». Pourtant, les « risques pour la sécurité publique » sont bien réels. L'expert mandaté par le procureur de Nice le confirme dans son rapport (*lire ci-dessous*). La balle est dans le camp du préfet des Alpes-Maritimes.

Réunion à Cuneo aujourd'hui

Selon nos informations, ce dernier avait demandé la tenue d'une réunion entre les autorités françaises et italiennes. Celle-ci a lieu ce matin. À la table de Cuneo: préfecture, région, parlementaires et maires. Au menu: un dossier brûlant.

Le préfet des Alpes-Maritimes a, d'ores et déjà, demandé des analyses techniques approfondies. Le procureur de Nice y a donné son feu vert hier soir.

Sans attendre, Jean-Pierre Vassallo a interpellé les conseils régional et départemental, partenaires financiers du chantier. « Le Département a été associé aux services de l'État pour définir conjointement les mesures conservatoires à mettre en œuvre pour assurer la sécurité des usagers, indiquent les services départementaux. Limite de l'exercice: Ces mesures ne pourront être mises en œuvre qu'après accord des autorités judiciaires italiennes, le chantier étant sous séquestre ». Au Département, on affirme avoir alerté le

ministère à deux reprises « pour des suspicions de manque de technicité sur les travaux du tunnel ». Jean-Pierre Vassallo, lui aussi, « l'a mauvaise. J'avais signalé des anomalies quand le mur ne faisait encore qu'un mètre de haut... » Dans le doute, l'édile songe à des plans B. Il demande « à ce que la "route des 50 lacets", qui relie l'entrée du tunnel au col, soit d'urgence remise en état ». Autre piste suggérée à la Région: le retour des navettes ferroviaires entre Tende et Cuneo pour acheminer les véhicules. Au cas où le tunnel se muerait en impasse.

CHRISTOPHE CIRONE
ccirone@nicematin.fr

¹. Lire notre dossier paru le jeudi 1^{er} juin.

Le procureur de Nice passe l'alerte au préfet

Le procureur de la République de Nice, Jean-Michel Prêtre, avait diligenté une enquête de son côté début mai. Destinataire d'une « demande d'entraide pénale internationale » du parquet de Cuneo, le magistrat français a saisi la section de recherches de Marseille, et mandaté un expert en travaux publics pour dresser « un état des lieux, qui n'a pas valeur d'expertise judiciaire ». Objectif: établir si des délits ont été commis côté français, et si les travaux déjà réalisés « constituaient des risques pour la

sécurité publique. Notamment pour les usagers de la RD6204 et pour les personnes susceptibles de circuler ou de travailler sous le nouveau tunnel ». Le rapport définitif est parvenu il y a quelques jours à Jean-Michel Prêtre. Le procureur l'a confirmé à *Nice-Matin*: « Sur le second point, le rapport confirme la possibilité de tels risques. Il revient donc aux autorités administratives, notamment à l'autorité préfectorale que j'ai informée, d'en faire l'appréciation en terme de sécurité. »



Le mur de soutènement qui inquiète est situé à quelques centaines de mètres de l'entrée du tunnel côté français.

(Photo P. C.)

« Pire que l'ancien »

« Le nouveau tunnel est pire que l'ancien. » C'est l'une des phrases choc interceptées par les enquêteurs, citée par *La Stampa*. Autre citation édifiante: « Si personne ne meurt ici, on continue à travailler comme des m... » Francesca Nanni, procureur de Cuneo, a signalé à nos confrères qu'un programme de vérifications « dense et rapide » avait débuté ce lundi. La durée: « Tout dépendra de ce que vont révéler les carotages, le géoradar et autres instruments. »